

Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement

Mode d'emploi simplifié

Toutes collectivités compétentes sur la délimitation des quatre zones mentionnées à l'article L2224-10 du CGCT, communément appelés zonages d'assainissement, en voie d'élaboration, mais aussi de révision ou de modification sont concernées par la présente fiche d'examen au cas par cas.

La présente fiche est à renseigner et à transmettre, avec l'ensemble des pièces demandées, à l'attention du préfet de votre département, en sa qualité d'autorité environnementale, selon les obligations faites à la personne publique responsable conformément à l'article R122-18-I CE.

L'objectif de cette procédure d'examen au cas par cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan.

Les informations transmises engagent la personne publique responsable et font l'objet d'une publicité sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour plus d'explication se reporter à la note d'accompagnement.

À renseigner par la personne publique responsable

Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
ANNONAY RHONE AGGLO	Monsieur PLENET Simon

Zonages concernés par la présente demande	
Les zones d' assainissement collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;	Oui
Les zones relevant de l' assainissement non collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;	Oui
Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;	Non
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.	Non

Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)

Une démarche qui a pour objectif de répondre aux obligations réglementaires et définir les modalités d'assainissement les plus adaptées pour chaque zone urbanisée et urbanisable des communes membres d'ANNONAY RHONE AGGLO, qui porte la compétence d'assainissement collectif et non collectif sur l'ensemble de ces 29 communes.

Caractéristiques des zonages et contexte	
<p>1. Est-ce une révision/modification de zonages d'assainissement ? → Une révision pour seulement une partie des communes (Cf dossier).</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ? → La date diffère selon les communes (Cf dossier).</p> <p>• Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? → Le zonage va s'étendre aux 29 communes de l'EPCI Annonay Rhône Agglo</p>	<p>Oui</p>
<p>1. Quel est le territoire concerné ? (joindre une carte du périmètre) Le territoire concerné regroupe les 29 communes de l'EPCI Annonay Rhône Agglo. (Carte dans le dossier)</p>	
<p>2. Le territoire est-il couvert par un ou plusieurs document(s) d'urbanisme ? Si PLUi, préciser le contour de l'intercommunalité (ou joindre une carte) :</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du/des document(s) existant(s) ? Les dates sont différentes selon les communes (Cf dossier).</p> <p>• Si le(s) document(s) est/sont en cours d'élaboration / révision / modification, quel est l'état d'avancement de la démarche ? Le PLUiH à l'échelle des 29 communes est en cours d'élaboration.</p>	<p>RNU PLU Carte communale</p>
<p>1. La réalisation/révision/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration/révision/modification du document d'urbanisme ?</p>	<p>Oui</p>
<p>Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, ...) :</p> <p>Le zonage d'assainissement a pour but d'aider à définir les zones à urbaniser dans le cadre du futur PLUiH, en indiquant les zones desservies ou non par le réseau public d'assainissement.</p>	
<p>2. Le(s) PLUi/PLU/carte communale, en vigueur, font/ait-il(elle) ou ont/a-t-il(elle) fait l'objet d'une évaluation environnementale ?¹</p>	<p>Non</p>
<p>3. Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement², étude sur les eaux pluviales,...) ont-elles été, ou seront-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?</p>	<p>Oui</p>
<p>Préciser ces études :</p> <p>Des schémas directeurs d'assainissement ont été menés sur les 29 communes de l'EPCI ANNONAY RHONE AGGLO. Ils permettent de prioriser les actes à réaliser afin d'améliorer le système de collecte des eaux usées. Certains sont encore en cours, d'autres vont être relancés. (Cf dossier).</p>	

¹ Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

² Attention : à ne pas confondre avec le schéma d'assainissement selon l'article L2224-8 du CGCT.

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
4. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs)?	Non
5. Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant : • d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a t il été réalisé ? • d'une zone conchylicole ? • d'une zone de montagne ? • d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ? • d'un périmètre de protection des risques d'inondations ? Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)	Non Non Oui Oui Oui
→ PPRI sur plusieurs communes relatifs au cours d'eau de : Cance, Deûme, Rivière d'Ay, Rhône, Limony, Ecoutay, Lantizon, Plansonnet, Ternay, Marelt, Vergelet, Moure ; Madone, Malbuisson (Cf dossier).	
1. Le territoire dispose-t-il : • de cours d'eau de première catégorie piscicole ? • de réservoirs biologiques selon le SDAGE ? Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)	Oui Oui
→ 12 cours d'eau de première catégorie piscicole (Cf dossier) → Réservoirs biologiques : La Cance et ses affluents, le Rhône et ses affluents.	
1. Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité telle que: • Natura 2000 ? • ZNIEFF1 ? • Zone humide ? • Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ? • Présence connue d'espèces protégées ? • Présence de nappe phréatique sensible ? Préciser lesquelles : (joindre éventuellement une cartographie)	Oui Oui Oui Oui Oui Oui
→ Tous ces éléments sont répertoriés, énumérés et détaillés dans le dossier. Autres :	
1. Quel est le niveau de qualité de l'état écologique et de l'état chimique (très bon état, bon état, moyen, médiocre, mauvais) ³ des masses d'eau réceptrices des eaux concernées par la présente demande, selon la classification du SDAGE au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)? Etat écologique et état chimique précisé dans le dossier pour chaque masse d'eau. • Nom de la(des)Masse(s) d'eau superficielle: 6 masses d'eaux superficielles (Cf dossier) • Nom de la(des)Masse(s) d'eau souterraine: 2 masses d'eaux souterraines (Cf dossier) Si souhaité, vous pouvez préciser un niveau de qualité issu des point(s) de référence(s) nationaux connu(s), ou selon d'autres données à préciser (biblio, mesures locales)	
2. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur : • Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? • Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ? • Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ? Préciser lesquelles : Schéma de Cohérence Territoriale des Rives du Rhône ; et la commune de Saint-Désirat est concernée par le SAGE.	Oui Non Oui

³ L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr/>

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
Autres :	
1. Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?	Non
Précisez : D'après les données recueillies, le territoire d'Annonay Rhône Agglo ne sera pas soumis à une forte urbanisation. En effet, l'élaboration du PLUiH en cours se construit autour d'un projet de territoire qui valorise et s'appuie sur l'armature urbaine existante. Le projet de territoire porte l'ambition d'un développement démographique d'environ 0,7% de croissance moyenne par an, pour les quinze prochaines années.	
2. Quel est le type principal des réseaux de collecte des eaux usées sur votre territoire? Autres :	Séparatif ⁴
3. Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ? Il n'y a pas de carte pour toutes les communes.	Oui
4. Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ? Il existe plusieurs bassins de rétention des eaux pluviales sur le territoire mais il ne sont pas gérés par Annonay Rhône Agglo et la Régie d'Assainissement.	Oui

Si vous disposez de la compétence relative à la planification et/ou gestion de l'assainissement collectif et non collectif, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Y a-t-il des adaptations de grands secteurs (ouverture à l'urbanisation, passage de l'ANC à l'AC ou inversement pour diverses raisons possibles), qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?	Non
2. Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma descriptif d'assainissement collectif des eaux usées ⁵ ?	Oui
3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés • Sont-ils en cours et dans quels délais seront-ils réalisés ? ➔ Les contrôles sont en cours sur l'ensemble du territoire dans un délai de 10 ans. • Les non-conformités ont-elles été levées ? ➔ Les non-conformités sont levées sur une partie des installations. • Sont-elles en cours d'être levées ?	Oui Oui Oui
1. Au sein de votre PLU, imposez-vous, dans le règlement un minimum de surface parcellaire sur les zones d'assainissement non collectif ?	Non Combien :
2. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage privés) selon l'article L2224-9 du CGCT ? Si oui, sont-ils sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?	Non
3. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?	Non
Si oui, lesquels : Des cours d'eau. Il est important de noter que ce type de rejet est très rare.	
4. La station de traitement des eaux usées (STEU) actuelle est-elle en surcharge ⁶ ? • Par temps sec ? • Par temps de pluie ? • De façon saisonnière ?	Le dossier synthétise l'état des différents systèmes de traitement des eaux usées de la collectivité.

⁴ Séparatif : un réseau d'eaux usées strictes, voire parfois complété d'un réseau d'eaux pluviales strictes

⁵ Selon le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable

⁶ référence réglementaire pour estimer la surcharge : les valeurs limites de l'arrêté du 22 juin 2007, et (parce qu'il peut être plus restrictif) les valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral propre à la station d'épuration (ou au système d'assainissement)

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
<p>1. Avez-vous des procédures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU)?</p> <p>Lesquelles :</p> <p>→ Analyse de défaillance pour les 3 principales stations d'épuration.</p> <p>→ Procédure d'astreinte concernant les réseaux et postes de relevages.</p>	Oui
<p>2. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?</p> <p>• Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?</p> <p>• Autres :</p>	<p>Oui</p> <p>Oui</p>

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
<p>1. Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ? • de ruissellement ? • de maîtrise de débit ? • d'imperméabilisation des sols ? 	<p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p>
<p>Lesquels : Oui, sur certains secteurs, il y a :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des inondations liées au débordement des réseaux eaux pluviales ou unitaires saturés ou à des traversées de voirie ou à une collecte des eaux de voirie insuffisantes, - des cours d'eau érodés par le rejet des réseaux eaux pluviales collectifs (bassin de rétention inexistant ou débit de fuite trop important), - des inondations d'habitations construites sur des axes de ruissèlement préférentiels ou dans des zones de ruptures de pente. 	
<p>1. Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ? Oui</p>	Oui
<p>Lesquelles : Gestion des eaux pluviales à la parcelle avec un ouvrage dimensionné jusqu'à une pluie de période de retour trentennale (si perméabilité > 1 mm/h, infiltration totale, si perméabilité < 1 mm/h, infiltration des pluies fréquentes (15 mm) puis rétention avec un débit de fuite égal à 5l/s/ha de surface de projet sans être en deçà de 2 l/s) demandée par le règlement de service eaux pluviales.</p> <p>La récupération des eaux pluviales en préalable à la gestion des eaux pluviales est obligatoire (ratio conseillé 20l/m² de toiture).</p> <p>Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?</p> <p>Problématique d'inondation et de ruissellement, érosion des cours d'eau (cf. question précédente), raréfaction de la ressource en eau, problématique de contentieux entre usagers.</p>	
<p>2. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire et des territoires limitrophes concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?</p> <p>Cf. axes de ruissèlement préférentiels d'écoulement de l'étude de gestion des eaux pluviales à l'échelle du bassin versant de la Cance réalisée par le Syndicat des Trois Rivières.</p>	Oui
<p>3. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...) ?</p> <p>Cf. cartes des dysfonctionnements par commune de l'étude de gestion des eaux pluviales à l'échelle du bassin versant de la Cance réalisée par le Syndicat des Trois Rivières.</p>	Oui
<p>4. Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?</p>	Oui

Si oui, lesquelles ? Oui mais pas de manière exhaustive Cf. programme de travaux issu de l'étude de gestion des eaux pluviales à l'échelle du bassin versant de la Cance réalisée par le Syndicat des Trois Rivières.	
5. Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion) ? Non, Annonay Rhône Agglo ne dispose d'aucun ouvrage de gestion des eaux pluviales (bassin/cuve de rétention, séparateur hydrocarbure), car ces ouvrages n'ont pas été rétrocédés dans le cadre du transfert de la compétence eaux pluviales : leur gestion et leur propriété restent communales. Seuls les réseaux unitaires et séparatifs ont été transférés à Annonay Rhône Agglo	Non
6. Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau ? Non, en l'état des connaissances (absence d'inventaire exhaustif), la plupart des exutoires des réseaux séparatifs eaux pluviales gérés depuis 2021 par Annonay Rhône Agglo n'ont pas été déclarés ou autorisés conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau⁷. La plupart des exutoires ne sont pas régulés par des bassins de rétentions et lorsque que c'est le cas, le régime d'autorisation des bassins de rétention créés pour des projets communaux (lotissement...) n'est pas connu car ce sont des ouvrages qui restent communaux.	Non

⁷ 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? • Selon quelle fréquence ? occurrence de débordement du réseau variable en fonction des secteurs : sur le secteur de la Lombardièrre à Annonay, débordement pour la pluie décennale sur certains tronçons. • Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?	Oui Non
1. Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ? Oui, plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle liées aux inondations et/ou coulée de boues notamment sur Annonay et Boulieu-lès-Annonay (p 60 étude S3R)	Oui
2. Avez-vous subi des • coulées de boues ? Oui, phénomènes de coulées de boue remontés au lieu-dit Les Seux à Boulieu-lès-Annonay • glissements de terrain dus à un phénomène pluvieux ? Oui, phénomènes de glissements de terrain remontés sur le secteur Toissieu à Annonay	Oui Oui
1. Votre territoire fait-il parti : • d'un SAGE en déficit eau ? Non, il n'existe pas de SAGE sur le territoire mais le bassin versant de la Cance et des petits affluents directs du Rhône est classé en déficit hydrique par le SDAGE Rhône Méditerranée Corse. • d'une Zone de Répartition des Eaux ? Non, il n'existe pas de SAGE sur le territoire.	Non Non

Questions relatives aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Autoévaluation (facultatif)

Expliquez pourquoi : La réalisation des zonages d'assainissement des eaux usées domestiques des 29 communes qui composent l'EPCI ANNONAY RHONE AGGLO compétente en assainissement s'inscrit dans le cadre d'une démarche d'amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées et des eaux pluviales. Il convient également de réaliser une mise en conformité des zonages d'assainissement avec le document d'urbanisme intercommunal, à savoir le PLUiH, en cours d'élaboration et qui fait l'objet d'une évaluation environnementale. Les années 2022 et 2023 représentent d'importantes années en termes de travaux de mise en conformité des systèmes d'épuration. La régie d'assainissement consent des efforts d'investissements importants et œuvre à court, moyen, et long terme, pour que les installations de gestions et de traitements des eaux usées soient respectueuses de l'environnement et des normes de rejets imposées. La problématique concernant la gestion des eaux pluviales est également pris en compte dans l'élaboration du futur PLUiH. Compte tenu des éléments cités dans le dossier, le zonage d'assainissement des communes concernées peut être dispensé d'une évaluation environnementale.

A DAVEZIEUX Le 23/05/2023